

Quatre mois après le déclenchement de la guerre menée par Israël contre les Palestiniens de Gaza, le chercheur Gilbert Achcar – spécialiste du monde arabe, auteur notamment de Le Peuple veut (Actes sud) – fait un point sur l'ampleur génocidaire du crime commis par l'État sioniste et pointe la responsabilité des puissances occidentales, en particulier les États-Unis.

Quatre mois se sont écoulés depuis l'opération « Déluge d'Al-Aqsa » et le début de la guerre génocidaire sioniste qui l'a suivie. La Nakba de 1948 est désormais dépassée sous le rapport de l'intensité du désastre et de l'horreur. Considérons les faits présentés par le rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à un logement convenable, dans un article remarquable publié par le [New York Times](#) le 29 janvier : Israël a largué sur la bande de Gaza l'équivalent en explosifs de deux bombes atomiques du type de celle qui a été larguée par les États-Unis sur Hiroshima en 1945.

Ce bombardement massif a entraîné à ce jour la destruction d'environ 70 % des bâtiments de l'ensemble de l'enclave et 85 % de ceux de sa moitié nord. En conséquence, 70 000 habitations ont été complètement détruites et 290 000 habitations l'ont été partiellement. Si l'on ajoute à cela la destruction des infrastructures de services tels que l'eau et l'électricité, du système de santé, y compris les hôpitaux, ainsi que du réseau éducatif (écoles et universités), des sites culturels et religieux et des bâtiments historiques, le résultat est l'éradication presque totale de la Gaza palestinienne. Cela est semblable à la suppression de la plupart des traces de vie palestinienne par la destruction d'environ 400 villes et villages sur les 78 % de la terre de Palestine entre le fleuve et la mer saisis par l'État sioniste en 1948.

Le rapporteur de l'ONU a proposé d'ajouter un nouveau crime à la liste des crimes contre l'humanité, un crime qu'il a proposé d'appeler « domicile ». Il a cité des situations du siècle présent auxquelles peut s'appliquer ce concept : Grozny en Tchétchénie, complètement détruite par l'armée russe de Vladimir Poutine au tournant du siècle ; Alep en Syrie, détruite par l'armée russe alliée aux forces iraniennes et à celles du régime Assad en 2016 ; et Marioupol en Ukraine, détruite par l'armée russe au cours premiers mois de l'invasion russe de l'Ukraine en 2022. Il faut ajouter à cette liste la ville irakienne de Falloujah, dont la majeure partie a été détruite par l'armée américaine en 2004 lors de la deuxième année de son occupation de l'Irak, ainsi que Mossoul en Irak et Raqqa en Syrie, toutes deux détruites par les forces américaines et leurs alliés lors de la guerre contre l'État islamique en 2017.

Le « domicile » de Gaza diffère cependant de tous ces cas en ce qu'il n'a pas touché une seule ville, mais toute l'enclave avec toutes ses villes – une zone bien plus vaste que celle de chacune des villes susmentionnées. Le « domicile » de Gaza s'est accompagné d'un génocide contre sa population. Pas seulement par le meurtre d'une proportion élevée de celle-ci : environ 27 000 à l'heure où ces lignes sont écrites, soit plus de 1 % de la population totale, selon les chiffres fournis par le ministère de la Santé de Gaza – chiffres qui ne tiennent pas compte du nombre de personnes qui meurent en raison des conditions sanitaires catastrophiques créées par l'agression, aggravées par les restrictions imposées par Israël à l'accès de l'aide humanitaire à la bande de Gaza. Ces conditions exposent une grande partie des blessés palestiniens, qui sont environ 70 000, à la mort ou à des séquelles permanentes qui auraient pu être évitées si les traitements nécessaires avaient été disponibles. Il en va de même pour le nombre de personnes souffrant de maladies naturelles qui ne reçoivent plus les médicaments nécessaires à leur survie et dont le nombre n'est pas disponible.

Après quatre mois de guerre génocidaire

<https://www.contretemps.eu>

israélienne

redaction

~~Ajoutez à tout cela qu'environ deux millions de personnes, soit 85 % de la population de la~~ bande de Gaza, ont été déplacées de leur domicile vers la ville de Rafah et autres zones adjacentes à la frontière égyptienne. Même si l'agression cessait soudainement aujourd'hui et que les personnes déplacées étaient autorisées à aller où elles le souhaitent dans la bande de Gaza, la grande majorité d'entre elles seraient contraintes de rester dans leur abri actuel en raison de la destruction de leurs demeures. De plus, l'armée sioniste s'apprête maintenant à compléter son occupation de la bande de Gaza en envahissant Rafah, aggravant ainsi inévitablement la situation des déplacés, même si elle les oblige à se déplacer encore une fois, vers une autre zone du sud de la bande de Gaza, afin de les placer sous son contrôle et de les détacher de ce qui reste des institutions que le Hamas a dominées depuis qu'il a pris le contrôle de l'enclave en 2007.

Il s'agit bien d'une immense catastrophe qui dépasse en intensité et en horreur la Nakba de 1948, une nouvelle Nakba dont l'impact politique sur l'histoire de la région, voire du monde, ne sera pas moindre que celui de la première Nakba, comme l'avenir ne manquera pas de le prouver. Face à cette scène d'horreur, le bavardage de l'administration américaine et des autres gouvernements préoccupés par les conséquences de cette nouvelle Nakba, ou plutôt leur radotage sur une « solution » à la question palestinienne, évoque une extension du statut de la zone A de la Cisjordanie à la bande de Gaza, en remettant celle-ci sous la tutelle de l'Autorité palestinienne qui est elle-même sous le contrôle direct d'Israël, outre le déploiement continu des forces d'occupation dans la majeure partie de la Cisjordanie (zones B et C) et leur intervention militaire à volonté dans la zone A.

Appeler « État » une telle entité croupion qui jouirait en réalité de moins de souveraineté que les bantoustans d'Afrique du Sud à l'époque de l'apartheid, n'est rien d'autre qu'une misérable tentative de dissimuler la responsabilité de Washington, avec la plupart des États européens, dans l'encouragement prodigué à la guerre génocidaire sioniste et dans son soutien militaire – car Israël n'aurait certainement pas été en mesure de faire tout ce qui est décrit ci-dessus sans le [soutien militaire des États-Unis](#).

*

Traduit à partir de la version anglaise de l'original arabe publié dans [Al-Quds al-Arabi](#) le 6 février 2024, postée à l'origine sur le [blog de l'auteur](#).